

PARTIE RELIGIEUSE.

MARTYRE

DES RELIGIEUSES BASILIENNES.

C'est du mois de janvier 1846, sans indication de jour, qu'est datée la note présentée au Souverain-Pontife par M. de Boutenief, ministre plénipotentiaire de Russie, note relative aux récents publiés des persécutions dont les religieuses basiliennes ont été victimes. Tous ces récits, dont l'initiative a été prise par un journal polonais qui s'imprime à Paris sous le titre de Trois-Mai, sont démentis dans cette note officielle. Mais sur quelle base repose ce démenti? La première preuve triomphalement alléguée contre la véracité de l'écrivain, c'est que la ville de Kowno n'a été le théâtre d'aucune scène sanglante. Il y avait là sans doute une inexactitude; mais elle a été rectifiée par le journal même contre lequel on s'en fait une arme. Les faits racontés par l'abbesse Mieczyslawka se sont passés à Minsk. Mais la note va jusqu'à révoquer en doute l'existence de cette vénérable religieuse; à plus forte raison le gouvernement russe n'est-il tout ce qu'elle a pu rapporter; ce n'est qu'une odieuse fable, suivant lui, et l'archevêque Siemazko n'a pu commettre aucune atrocité contre les Basiliennes; il n'a jamais été, assure-t-on, le confesseur d'aucune d'elles; mais avant son apostasie, n'était-il pas leur supérieur spirituel? et serait-il étonnant que, dans cette ancienne autorité, il eût pensé trouver le droit de torturer ses héroïques religieuses qui restaient fidèles à leur foi? Qu'importe les rétrogrades données à son prétendu désintéressement? Il nous semble très-contestable; sous prétexte de la discuter en même temps que le gouvernement russe, peut-être le démenti n'aura-t-il fait que confirmer les récits contre lesquels on proteste. Le martyre des basiliennes n'est malheureusement pas une fable; les déclarantes dépositions de l'abbesse Mieczyslawka, que le pape n'a point jugées suspectes; les citations de ses plans, et sa sainte audace à demander à être confrontée avec l'empereur Nicolas dans le récent voyage de ce prince en Italie; ce sont là des preuves qui n'ont rien de fabuleux; elles subsistent dans toute leur force et leur intégrité pour acabler cette politique qui, après avoir été cruelle, cherche à se venger de l'émotion universelle, à se justifier des dénégations auxquelles leur retard et leur embarras enlèvent tout droit à la confiance.

Voici un écrit publié au sujet de la note remise par le prince Adam Czartorski, président de l'ancien gouvernement national de Pologne: "Tous les journaux de Paris et la presse de toute l'Europe ont répété le récit des persécutions exercées contre les religieuses basiliennes de Minsk. De nombreux motifs, indépendamment du soin de sa renommée, commandant à la Russie, non une simple dénégation des assertions de l'abbesse de Minsk, ce qui évidemment ne pouvait suffire de la part du gouvernement qui se trouvait accusé par elle, mais bien l'exposé de quelque fausseté manifeste, facile à découvrir au milieu d'assertions nombreuses, variées, et souvent minutieuses, quant aux personnes et aux lieux. Que n'obtenait-on, par exemple, une dénégation signée par quelques-unes des basiliennes auxquelles le gouvernement russe, ainsi qu'il est affirmé dans sa Note, avait permis, lorsqu'elles avaient refusé de passer au schisme grec, de se retirer auprès des

membres catholiques de leur famille? Rien de semblable n'a paru.

"Au lieu de cela, un anonyme affirma dans un Journal d'Allemagne qu'il n'existait pas et qu'il n'avait jamais existé à Minsk de couvent de basiliennes. Des personnes qui ont habité Minsk, et qui se nomment, ont déclaré contra-dictoirement qu'elles avaient elles-mêmes connu et visité à Minsk ce couvent de basiliennes et l'école de filles qui en dépendait.

"Maintenant voici un acte officiel du gouvernement russe qui nie sans distinction tout ce qui a été raconté par l'abbesse Mieczyslawka, et le qualifie d'imposture. Et pour preuve, qu'aurait-on imaginé? En présence des mille voix de la presse, qui toutes à l'unisson ont reproduit ce récit, on s'attaque à un seul entre tous, à un journal polonais, publié à Paris, intitulé Trois-Mai. Pourquoi cette préférence? C'est que, seul entre tous, ce journal, en donnant au mois de septembre dernier la première nouvelle de l'évasion de la sœur Mieczyslawka, dit que cette sœur et ses compagnes avaient été expulsées d'un couvent situé à Kowno. Dans son numéro suivant, l'erreur d'impression fut rectifiée, le nom de Minsk fut mis en place de celui de Kowno.

"Or c'est contre cette assertion du journal le Trois-Mai que la note russe persiste à s'attaquer. Elle dénonce comme un affreux mensonge ce qui n'est soutenu par personne. Et tandis que les journaux de l'Europe et toutes les publications sur ce sujet ont invariablement parlé du couvent de Minsk, la note russe du mois de janvier ne prononce pas même le nom de cette ville, et se borne à affirmer que jamais couvent de basiliennes n'a existé à Kowno.

"Une pareille distraction dans une pièce officielle, même si légèrement, dispense d'en révoquer les autres assertions. Les dénégations qui ont rapport aux habitants de la Russie et de son gouvernement ne sont guère conformes à ce que racontent à l'Europe tous les voyageurs qui en reviennent. Il en est qui sont démentis par les rapports de nos ambassadeurs au nombre des papes pontifes à l'allocution du Pape sur la Pologne, publiée en 1842.

"Quant au récit de l'abbesse de Minsk, par tout on du être entendu de sa bouche à Posen, à Paris, à Rome ou elle a paru devant les hautes autorités ecclésiastiques, il a invariablement inspiré une confiance absolue et le respect pour la martyre. Le tens, on n'en saurait douter, fournira des preuves matérielles de sa rigide véracité. Toutefois, quand il est question de ce qui se passe sous la domination russe, il est nécessaire de se souvenir que les témoignages venant de ces pays méritent dans le plus grand danger la vie et la liberté du témoin, sans attendre aucunement le prévenu."

Nouvelles Etrangères.

— La Gazette de Londres annonce la nomination de lord Cathcart comme capitaine-général et gouverneur des provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'île du Prince-Edouard.

— On a poursuivi, ces jours derniers, à la chambre des communes le vote sur le tarif formant le complément de la loi en discussion. Aujourd'hui, on a dû présenter les amendements sur lesquels se fera un nouvel essai des forces du ministère et de l'opposition.

— Sir Robert Peel montre toujours beaucoup de fermeté pour obtenir le vote, sans modification, de son plan de réforme.

A la séance de lundi, on a voté 2,500,000 livres sterling pour la marine; ces votes sommoires ne sont que des acomptes sur chaque chapitre. Il paraît que l'on a préféré ce mode de subsides à une demande plus solennelle de crédits.

On a lu pour la seconde fois, le 11, le bill de soulagement des catholiques.

La troisième lecture du bill de coercition pour l'Irlande a dû avoir lieu aujourd'hui à la chambre des lords.

— Le voyage du pacha d'Egypte en Europe paraît décidé; mais il n'aura lieu qu'au retour d'Ibrahim, son fils, l'été prochain.

En attendant, il était revenu à l'improviste à Alexandrie, écrit-on en date du 1 mars, sous prétexte de presser des envois de bois nécessaires pour le barrage du Nil, mais en réalité pour traiter personnellement avec l'agent anglais, M. Parry, la question du transit.

On écrit de la Hongrie septentrionale, en date du 7 mars, à la Gazette d'Augsbourg:

"Des nouvelles de la Galicie mandent que l'ordre est presque rétabli et que les paysans reprennent leurs travaux. Plus de cent districts seigneuriaux sont, dit-on, sans administration, ce qui peut s'expliquer par les événements révolutionnaires et par la circonstance que les propriétaires et leurs employés, même ceux qui n'ont pris aucune part à l'insurrection, ont préféré quitter leurs habitations et prendre la fuite. Après le rétablissement de la tranquillité, beaucoup de ceux qui l'ont eue crains tués ou faits prisonniers, ont déjà reparu. Outre les prisonniers, dont on évalue le nombre à plus de 2,000, on ne trouve aucune trace des insurgés en Galicie. Cependant on dit que plusieurs bandes errent dans les Karpathes, mais elles se sont bientôt forcées de se rendre.

C'est ainsi qu'après l'arrivée de deux escadrons à Eperies, les troupes disponibles se sont mises en marche pour le nord, et le même jour il a été tenu une séance particulière dans laquelle on a, par une ordonnance palatine, introduit la loi martiale et proclamé par une autre ordonnance qu'il serait annoncé au comitat que l'entretien des troupes mobilisées sera à la charge du gouvernement. La question si le comitat se chargerait des fournitures contre une indemnité, a été décidée négativement, les provisions n'étant pas abondantes, et, d'un autre côté, les juges ayant trop d'occupation pour s'en charger. La disposition des esprits parmi la population slave dans toute la Hongrie septentrionale ne laisse rien à désirer."

On lit dans la Gazette d'Augsbourg du 17 mars:

"Le général Russe Rudiger, le fidèle-marchand autrichien comte de Webra, le général prussien comte Brandebourg ont eu plusieurs conférences à Cracovie, en présence des résidents de Russie et d'Autriche (le résident de Prusse est encore absent), dans lesquelles il a été décidé que la ville resterait exclusivement occupée par les troupes autrichiennes. La garnison se compose de trois bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et une batterie de campagne. La Russie s'est chargée de placer à Mogila et à Kazozowice deux bataillons et 300 Cosaques. La partie occidentale du territoire est occupée par un bataillon et deux escadrons de troupes prussiennes. Le gouvernement provisoire se compose d'agents civils et militaires; le général autrichien comte Castiglione en est le chef. Il y a une commission administrative composée d'un directeur et de deux assesseurs.

Une commission mixte a été nommée pour faire une enquête sommaire sur les insurgés arrêtés, pour distinguer leur nationalité et les remettre aux trois puissances, qui continueront les procès ultérieurs. Quant aux sujets de la république de Cracovie, il a été décidé que les

gens de la campagne qui n'ont pas pris une part principale au complot seraient renvoyés. Les autres seront jugés par une commission mixte de membres nommés par les trois puissances. La question de savoir si la nationalité des individus arrêtés en Galicie, à Posen et dans la Pologne russe, sera prise en considération pour le jugement, ou s'ils seront jugés dans le lieu de l'arrestation, sera décidée par les trois puissances."

S. A. I. le grand-duc Constantin de Russie, accompagné de M. de Boutenief, ministre plénipotentiaire du czar près le St.-Siège, s'est rendu au Vatican, le 28 février, pour faire visite au Pape, qui l'a reçu avec tous les égards dus à son rang. Tous les personnages de la suite du jeune prince ont eu l'honneur d'être présentés à sa sainteté.

Le même jour, le comte et la comtesse d'Aquila sont arrivés à Rome, et en sont repartis le lendemain pour Florence.

— Le Belgae. la crise ministérielle n'est point arrivée à son terme; mais on entrevoit que la partie libérale du cabinet se retire pour faire place à un gouvernement moins hostile aux intérêts catholiques. On parle de l'entrée du prince de Chimay au ministère avec MM. Desmoisières, Malou, Dechamps et d'Aethan.

— Quand on apprit à Bury, ville natale de sir Robert Peel, la victoire parlementaire consacrée par 97 voix de majorité, on mit en branle les cloches de l'église paroissiale, et on les sonna jusqu'à minuit pour célébrer le triomphe du premier ministre.

— De graves désordres ont eu lieu, ces jours derniers, sur les travaux du chemin de fer de Harwick (Ecosse). Les ouvriers anglais et écossais se sont coalisés pour expulser les ouvriers irlandais qui travaillent sur cette ligne. Ils ont marché, au nombre de plusieurs centaines, armés de bâches, de pics et fourches contre ces malheureux. Ceux-ci ayant pris la fuite à leur approche, les assaillants ont mis le feu à leurs cabanes, dont une quarantaine ont été détruites. La police et un détachement de dragons ne sont arrivés sur les lieux que lorsque tout était terminé.

— On écrit de Lisbonne, le 4, que le prince Léopold de Saxe-Cobourg en est parti pour l'Italie. Son père, le duc Ferdinand, se trouvant légèrement indisposé, ne l'a pas suivi.

— Le conseil municipal de Stuttgart s'est rendu, le 1 mars, auprès du roi de Wurtemberg, pour le féliciter sur le prochain mariage de son fils, le prince royal, avec la grande-duchesse Olga de Russie.

Après avoir remercié la députation de cette démarche obligeante pour lui et pour sa famille, le roi a ajouté:

"Je profite de cette circonstance, messieurs, pour rassurer certains esprits, non-seulement dans notre pays, mais encore dans toute l'Allemagne, qui, par suite de cet événement, ont paru concevoir des craintes pour l'indépendance de notre politique dans l'avenir. L'union que mon fils bien-aimé va contracter a pour cause des liens de famille que vous connaissez; les considérations politiques y sont totalement étrangères, et vous pouvez être certains que, tant que je vivrai, je ne cesserai de suivre le système exclusif des intérêts allemands, qui est celui de notre patrie. J'ai la conviction que, malgré les liens qu'il va contracter, mon fils, lorsqu'il sera appelé à vous gouverner, agira comme moi."

— Un projet de loi présenté à la chambre des députés de Bavière et ayant pour objet la construction, aux frais de l'état, d'un chemin de fer qui irait de Bommberg, par Wurzburg et Ansbach, à la frontière du royaume de Saxe, a été adopté le 6 mars à la presque unanimité.

— Le margrave Guillaume, frère du grand-

duc de Bade, vient de supprimer, dans son domaine de Rothenfels, la distillerie d'eau-de-vie qui lui rapportait de grands bénéfices.

Par cette ré-olution, il a désiré prouver qu'il ne voulait pas contribuer, même indirectement, à la fabrication d'une boisson dont l'usage habituel, augmentant de plus en plus, est d'un effet si pernicieux à tous égards.—Gazette d'Augsbourg.

— Reschid-Effendi, gouverneur de Smyrne, a été révoqué de ses fonctions, et remplacé par Abd-el-Kadir bey.

— A Constantinople, Khosrew-Pacha n'est installé, le 25 février, trois officiers dernièrement arrivés de France, à l'école militaire dont Rifaat-Pacha vient d'être nommé directeur.

— C'est un juif converti au protestantisme, M. Belson, que le roi de Prusse a nommé évêque protestant de Jérusalem, à la place M. Alexander, décedé.

— M. Arago a fait connaître hier le résultat de l'examen fait par la commission académique, de la jeune fille à laquelle on avait attribué des propriétés électriques.

La commission a déclaré d'abord que les faits relatifs à la chute d'une table par le simple contact d'un fil de soie tenu par la jeune fille, ainsi que par l'intermédiaire d'un de ses vêtements, ne s'étaient point produits devant elle. On s'est assuré également, par des expériences variées et nombreuses, que la jeune fille ne possède pas la prétendue faculté qu'on lui avait prêtée, de distinguer par le tact les pôles des aimans.

La commission ne pousse pas plus loin l'énumération de ses tentatives avortées; elle se contentera de déclarer, en terminant, que le seul fait annoncé qui se soit réalisé devant elle, est celui de mouvements brusques et violents, éprouvés par les chairs sur lesquelles la jeune fille s'asseyait. Des soupçons sérieux s'étant élevés sur la manière dont ces mouvements s'opéraient, la commission décida qu'elles les soumettrait à un examen attentif. Elle annonça, sans détour, que ces recherches tendraient à découvrir la part que certaines manœuvres habiles et enclées des pieds ou des mains pouvaient avoir eu dans le fait observé.

A partir de ce moment, il nous fut déclaré que la jeune fille avait perdu ses facultés attractives et répulsives, et que nous serions prévenus aussitôt qu'elles se représenteraient. Bon des jours se sont écoulés depuis lors, et la commission n'a point reçu d'avis. Nous avons appris cependant que Mlle. Angélique Cottin est journellement consultée dans des salons où elle répète ses expériences.

Dans ces circonstances, la commission est d'avis que les communications transmises à l'académie, au sujet de Mlle. Angélique Cottin, doivent être considérées comme non-avenues.

Opinion du Courrier des Etats-Unis
SUR LA
FAMEUSE CORRESPONDANCE
DRAPER-CARON ET LA FONTAINE.

De singuliers faits ont été révélés dernièrement dans la chambre d'assemblée du Bas-Canada, par M. Lafontaine, président de l'ancien cabinet. Voici le résumé abrégé de cette histoire. En juillet 1845, M. Draper, membre du cabinet de lord Metcalfe, ayant rencontré M. Caron, maire de Québec, lui exprima confidentiellement le désir de voir opérer, par son confrère, un rapprochement entre l'administration de lord Metcalfe, et l'opposition franco-canadienne à la tête de laquelle se trouvait M. Lafontaine, Morin, etc. M. Caron ayant consenti à travailler à ce rapprochement, il s'en suivit entre lui et M. Draper une correspondance dans laquelle ce dernier offrait, comme base du compromis à re-

du feuilleton, ce rendez-vous de la critique, de l'imagination et du bel esprit. Le talent de J. Janin, des Merle, des Rolle, des Théophile Gautier, etc., etc., des Alexandre Dumas, des Eugène Sue, des Frédéric Soulié, des Louis Reybaud, des Arsène Houssaye, des Rabou, des Georges Sand et de tant d'autres, peut intimider tout le monde et doit surtout faire trembler une plume inconsciente.

J'ai beaucoup étudié les préfaces et les discours de réception (il est permis de tout étudier.) La préface de Labruyère est de la plus ingénieuse modestie:

"Je rends au public ce qu'il m'a prêté."

Je ne sais que Lesage, ce grand esprit de la famille de Molière, qui ait été brave envers le public. Il avait bien ses raisons pour cela, et encore n'a-t-il traité cavalièrement ses lecteurs qu'à propos de Gil-Blas, cette œuvre de haute et tranquille philosophie, pleine de franchise et d'expérience.

"Ami lecteur, dit Lesage, dans sa préface de Gil-Blas, si tu lis mes aventures sans prendre garde aux instructions morales qu'elles contiennent, tu ne retireras aucun fruit de cet ouvrage; mais si tu les lis avec attention, tu y trouveras, suivant le précepte d'Horace, l'utilité mêlée à l'agréable."

Dans cette chronique de Paris, où nous chercherons à tout savoir, où nous ne craindrons pas de beaucoup dire, où nous nous évertuons à prendre les vices et les ridicules sur le fait, à étudier les tristes transformations de notre société, à découvrir l'esprit, celui qui se cache, et à trahir les vertus qui s'ignorent, puisse Lesage nous inspirer, et faire que, dans nos feuilletons aussi, l'utilité soit mêlée à l'agréable.

Après cette invocation aux Muses, racontons: Un grand événement précède un certain Paris (car il y a bien des villes dans la Grande-

Ville.) Le préfet de police vient d'interdire l'ordre au Jockey-Club d'être tenu au plus tard à deux heures après minuit. Cette sévérité de discipline exercée contre les mœurs élégantes et polies du Jockey-Club, était fort attendue. Nous comprenons que les préoccupations d'édilité du préfet de police, aujourd'hui que ses préoccupations politiques ont presque cessé, imposent de rigoureuses consignes aux cercles de bas étage, aux restaurants de carrefour, aux marchands de vin du coin et à tous les mauvais lieux dont chaque quartier de Paris est pourvu; mais ne pas se fier aux membres du Jockey-Club pour les bonnes mœurs et pour des nuits paisibles, c'est douter de tout, c'est manquer d'observation, c'est ne pas savoir son monde. Que redoutez-vous des réunions nocturnes du Jockey-Club? On y perd cent mille francs au whist sans sourcilier; on n'y boit que des vins fins, qui stimulent l'estomac sans surexciter l'esprit. Une querelle qui commencerait en une minute serait finie! Je vous comprends, monsieur, et j'accepte." Ces quelques paroles, prononcées à voix basse seraient à la dernière degré du tapage et du désordre.

Le Jockey-Club est un des derniers refuges de ces étourdes pratiques de la bonne compagnie, qui consistent à tenir le moins de place et à faire le moins de bruit possible! Le Jockey-Club est le rendez-vous des plus nobles étrangers, des plus grands noms, des plus grandes fortunes; on y compte même un certain nombre des membres les plus dévoués de la majorité. Tous ces messieurs sont bien élevés, parlent chevaux comme à New-Market, jouent gros jeu, dînent en gourmets, font de grandes passions ou rendent heureux les plus charmantes maîtresses, et vous les traitez comme des paltoquets! Paris l'emporte sur toutes les capitales par ce côté, qu'on y vit comme on veut. Eh

bien, il faut qu'à Paris les esprits chagrins et les courus blasés à force de bonheur, de bien-être et d'indépendance, trouvent un salon toute la nuit ouvert aux joueurs honnêtes et connus, et une salle à manger opulente, où dès minuit, l'on puisse souper au vin de champagne frappé et commencer, dès six heures du matin, un déjeuner d'huîtres! Paris ne doit pas ressembler à un couvent, ni même à Genève, moins ses lacs, ses rivières, ses vallées et ses montagnes.

On espère, toutefois, que M. Duchâtel, qui, l'année dernière, s'est révélé gros joueur de roulette et de trente et quarante aux eaux d'Evian, interviendra, et que MM. les membres du Jockey-Club qui seront surpris, passé deux heures du matin, les cartes à la main, fuisant un robbier, n'auront point à craindre les injonctions du commissaire de police et des sergens de ville.

— Lors de l'entrevue de la famille royale d'Espagne avec les ducs de Nemours et d'Aumale à Pampelune, l'année dernière, on sait que nos princes furent poursuivis de combats de taureaux, et que la cour castillane tint à leur faire admirer ses torreadors les plus fameux. Le célèbre Montès fut de ce nombre, et les illustres voyageurs applaudirent l'adresse et le courage de cette primera espada (première épée) de la troupe tauro-marine espagnole. Le duc de Nemours fut présent à Montès d'une épingle en diamant d'une grande richesse. Mais le torreador andaloux, inspiré par la fierté espagnole, demanda au prince la permission de lui offrir à son tour un costume de sa province, un costume de maja andaloux, et M. le duc de Nemours lui fit l'honneur de l'accepter.

A son retour à Séville, Montès se rendit chez le tailleur Borrajo, le plus renommé des tailleurs de Séville pour ces costumes populaires,

et fit confectionner pour notre prince le costume offert et accepté. Mais Montès ne s'est pas contenté d'envoyer simplement ce costume, soit à l'ambassade de France à Madrid, soit à celle d'Espagne à Paris, pour qu'il fut remis à Son Altesse; il a cru devoir l'envoyer par le tailleur Borrajo lui-même. Borrajo vient d'arriver à Paris; il va être présenté à M. le duc de Nemours. Le costume qu'il apporte est du goût andaloux le plus moderne et le plus élégant. Borrajo a d'ailleurs été visité par plusieurs de nos jeunes gens à la mode, et il emporte à Séville de nombreuses commandes. Nous verrons beaucoup de costumes espagnols dans nos bals de l'hiver prochain. Nous pouvons emprunter à l'Espagne ses cigares, ses vins chauds et ses costumes; mais laissons-lui ses mœurs politiques et ses tristes révolutions de gouvernement et de palais.

— Quelques beaux jours, avant-coureurs du printemps, nous ont permis d'étudier nos mœurs publiques aux Champs-Élysées, qui sont toujours et qui resteront la grande promenade de Paris. Que de tableaux, que de figures dans ce cadre restreint! Pour le flâneur paradoxal comme Noddy, voici Polichinelle, les joueurs de boule, les éventaires en plein vent, le char enfantin traîné par des chèvres.—Pour les grandes dames dont la coquetterie aime à se produire au grand air et en plein vent, avec les premières familles, voici d'élégants cavaliers et de rapides Américains.

L'Américain se propose et nous ervahit. C'est une voiture très fine, construite toute en fer pour plus de légèreté. Quatre grandes roues, deux simples banquettes, voilà une Américaine. Le cheval, car on n'y attèle guère qu'un cheval, n'a rien à traiter. Les trotteurs, recherchés pour ce menage, peuvent faire briller toute leur vitesse et leurs actions. On ne

voit plus guères de tillburys et de cabriolets. Tous nos jeunes fous, au sortir du collège, on y pendait six mois, une Américaine.

— La séance de jeudi dernier à la chambre des pairs a réveillé nos sympathies pour la Pologne. Nous commercions à l'oublier; depuis trois jours on n'en parlait plus. Le soir, dans un petit comité Slave, on suivait du cœur ces malheureux martyrs de la Galicie. On remerciait M. de Montalembert de ses généreuses paroles autant qu'on blâmait M. Victor Hugo d'avoir, par une vanité puérile, compromis l'effet de son discours. Nous avons recueilli la délicateur documents. Chacun sait qu'au second étage de l'hôtel Lambert existe une pension de jeunes filles d'émigrés polonais. Ces demoiselles, au nombre de vingt-quatre, sont élevées aux frais de la noble châtelaine. Lorsque leur instruction est terminée, la même sollicitude qui protège leur enfance dirige leurs premiers pas dans le monde. Toutes, en cette île Saint-Louis, grandissent dans le respect des lois françaises et l'amour de la patrie absente. Aux premières nouvelles de l'insurrection, des pleurs leur vinrent aux yeux; elles sentirent qu'elles mangèrent le pain de l'exil. On résolut alors d'aller trouver la bonne princesse, de se jeter à ses pieds, de lui demander encore des secours pour que leurs parents, leurs amis de France pussent rejoindre leurs frères et combattre à côté d'eux. Saint enthousiasme que Mme Czartorisky ne put satisfaire qu'avec des larmes. On citait encore un beau trait du fils du colonel Zaliwski, l'un des auteurs des soulèvements de 1830 et 1832, et jeté maintenant, pour toute punition, dans les prisons du Spielberg. Cet enfant âgé de onze ans, apprend que son père est en Galicie. Dès-lors sa jeune tête fermente. Un matin, seul, sans argent, il s'échappe de l'école polonaise de Paris. On se